

La responsabilité sociale des femmes dans la cité, 1850-1950

Joanne Daigle

Numéro 95, 2008

Québec 400 ans : une histoire au féminin

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/6853ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Daigle, J. (2008). La responsabilité sociale des femmes dans la cité, 1850-1950. *Cap-aux-Diamants*, (95), 20-23.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES FEMMES DANS LA CITÉ, 1850-1950

PAR JOHANNE DAIGLE

Il est difficile d'imaginer ce que serait la ville de Québec sans l'implication massive des femmes dans le vaste champ de l'assistance. On les associe aux « bonnes œuvres » qu'elles auraient instaurées dans le prolongement des activités qu'elles accomplissaient traditionnellement dans leur famille. Mais sait-on à quel point les femmes ont su mettre en place des services essentiels pour aider leurs concitoyens, à commencer par les mères et les enfants souvent les plus démunis, devant les changements de l'époque industrielle? Leurs actions pratiques, souvent novatrices, ont indéniablement contribué à briser des barrières et à créer de nouvelles formes d'entraide et de solidarité en milieu urbain. Motivées par ce qu'elles estiment relever de leur responsabilité, les religieuses, les dames patronnesses et les travailleuses professionnelles personnifient les trois avenues typiques de l'intervention sociale des femmes.

La nécessité est la mère de l'invention, comme le laisse supposer cette photo montrant des « bonnes » transportant des « bonnes » transportant de jeunes enfants à la crèche Saint-Vincent de Paul en 1932. (Archives des Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, PH-G-10, 28).

QUÉBEC : LE CONTEXTE SOCIAL

Québec, la porte d'entrée du continent, voit débarquer au milieu du XIX^e siècle des milliers

d'immigrants pauvres, surtout des Irlandais fuyant la famine. Avec eux, arrive aussi la terrible épidémie de typhus de 1847. Des incendies dévastateurs laissent le tiers de sa population sans abri, comme en 1866. Les chantiers navals, le moteur économique, périssent. La ville mettra un demi-siècle à se relever. Plusieurs immigrants des Îles britanniques repartent vers d'autres destinations, faisant chuter la proportion d'anglophones de 40 % en 1851 à 16 % en 1901 (4 % en 1951). Des ruraux fraîchement débarqués tentent leur chance dans les industries du textile et de la chaussure, qui recherchent une main-d'œuvre à bon marché. Cette situation concourt à la féminisation de la population totale et principalement dans le groupe des 15-35 ans (de 110 à 125 femmes pour 100 hommes).

Si l'économie s'améliore à l'orée du XX^e siècle et la population s'accroît (de 68 000 en 1901 à 164 000 habitants en 1951), la santé publique demeure cruellement affectée. En 1901, le quart des bébés, et jusqu'au tiers dans certains quartiers pauvres, meurt avant un an. Parmi les causes connues figurent la piètre qualité de l'eau et du lait disponibles. Les taudis qui ceinturent le cap Diamant témoignent de la misère dans la ville.



Des femmes, au premier chef, dispensent assistance et protection. À l'époque (1850-1950) où s'impose l'idée que la place des femmes doit se limiter à la « sphère privée » (famille, éducation des enfants), alors que celle des hommes s'ouvre à la « sphère publique » (travail salarié, politique, affaires), leur intervention est plus importante que jamais. Le mouvement féministe va même s'enraciner sur le terreau de l'assistance. Les femmes multiplient d'autant plus les initiatives que les autorités publiques, davantage préoccupées de contrer la criminalité que d'assister les démunis, s'en tiennent à soutenir l'initiative privée. La Loi un certain partage des coûts et responsabilités.

Avec la crise des années 1930, les « œuvres » sont si nombreuses que l'expression s'étend à tous les organismes privés dans les domaines du bien-être et de la santé. À Québec, on estime à 180 les œuvres franco-catholiques vers 1945, alors que 49 sont attribuées à des laïques anglo-protestantes actives depuis 1847. En plus de cette fracture, d'abord religieuse, on distingue trois grandes tendances : 1) les services, d'abord consacrés à l'enfance marginale et à la maternité hors norme, s'étendent progressivement à la famille; 2) les dames patronnesses, des bénévoles laïques, instaurent quantité de services souvent repris par des congrégations religieuses et parfois par des organismes publics lorsqu'ils deviennent trop lourds; 3) les processus de centralisation et de professionnalisation des services, d'abord présents dans la communauté anglo-protestante, ne s'affirment qu'à partir des années 1940 pour la majorité franco-catholique.

LE SOCLE DE L'ASSISTANCE : LES RELIGIEUSES

Les religieuses, à l'origine des fondements même de l'assistance à Québec, demeurent le noyau le plus stable et le mieux organisé. Les congrégations spécialisées dans ce champ d'activité apparaissent dans la foulée des changements survenus à l'époque industrielle. Bien qu'elles soient placées sous l'autorité de l'évêque du diocèse, et parfois des curés de la ville, les religieuses bénéficient d'une grande liberté d'action dans l'organisation des services. Depuis le milieu du XIX^e siècle, deux congrégations se partagent à Québec l'assistance aux mères et aux enfants. Les Sœurs du Bon-Pasteur, qui ont fait le vœu de s'occuper des « filles perdues » en 1850, se consacrent notamment aux filles-mères. Les Sœurs de la charité prennent en charge, depuis 1849, par le biais de quantité d'œuvres, le soin des orphelins et des enfants démunis.

De nouvelles œuvres se greffent bientôt aux premières. En 1901, les sœurs du Bon-Pasteur ouvrent une crèche pour accueillir les enfants « illégitimes » nés des filles-mères sous leur responsabilité. Devant l'affluence, l'institution se déplace dès 1908 dans le quartier Saint-Sacrement, alors en périphérie de la ville. À la veille de la crise éco-



Jardin d'enfants, SSTCM.
(Archives des Servantes du
Sacré-Cœur de Marie).

nomique, avec la charge colossale de 752 enfants de 0 à 6 ans et l'afflux constant de nouveau-nés – l'institution est surnommée Berceauville –, les religieuses confient leur service d'adoption à l'abbé Victorin Germain. Le dynamique abbé mène une véritable campagne de propagande à coup de publicités dans les journaux, de discours enflammés et d'appels aux curés pour trouver des parents adoptifs. Au plus fort de la crise, en 1932, les religieuses doivent poster des gardiens de sécurité pour empêcher les gens de déposer d'autres nouveau-nés. Conscientes des difficultés de développement des enfants plus âgés à la crèche, elles ouvrent à leur intention l'Hospice des Saints-Anges de Lyster, en 1925, et un autre à Neuville, en 1948. Leur service d'adoption devient une agence de placement d'enfants pour toute la région de Québec en 1943 : la Sauvegarde de l'enfance.

De leur côté, les Sœurs de la charité tiennent un orphelinat dès leur installation dans la ville en 1849. Il reçoit un nombre croissant d'enfants « négligés ». Comment refuser, allèguent les religieuses, des enfants que leur amènent des curés, ou des mères et parfois des pères, dont ils ne peuvent s'occuper? Elles offrent dès le début aux familles démunies un service social, le premier à Québec, et en 1877 un « ouvroir », de concert avec des femmes laïques, pour leur procurer vêtements et biens de première nécessité. En 1882, elles ajoutent un jardin d'enfance pour permettre aux mères en emploi d'y confier quotidiennement leurs enfants. En 1925, les religieuses emménagent à la campagne, à Giffard, dans un vaste complexe. À la demande du gouvernement québécois, elles y tiennent, en plus des classes régulières, une école d'industrie, ancêtre des écoles professionnelles.

Jeunes filles hébergées à l'Orphelinat d'Youville, 1943. (Archives des Sœurs de la charité de Québec, L58. Photo reproduite dans Nive Voisine (dir. et al.), *Histoire des Sœurs de la charité de Québec*, t. 2 : Francine Roy et Yvonne Ward, *Des maisons de charité*, Beauport, Québec, Publications MNH, 1998, p. 159).



En 1948, 600 enfants des deux sexes y logent, dont 2,8 % seulement ont perdu leurs deux parents. Elles ouvrent un second orphelinat dans le quartier Saint-Sauveur, en 1907, incluant des services de garde. Elles y abritent un dispensaire anti-tuberculeux en 1922 et une Goutte de lait pour les nourrissons du quartier et leurs mères en 1924. L'institution est reconnue « d'assistance publique ».

D'autres congrégations viennent prêter main-forte dans les quartiers populaires. Dans Saint-Malo par exemple, les Franciscaines missionnaires de Marie ouvrent en 1902 la maison Notre-Dame de la Providence, pour tenir l'école du quartier en pleine expansion. Elles offrent d'entrée de jeu des services de garde pour accommoder les mères. Elles ajoutent des services de surveillance et de loisirs pour les jeunes en dehors des heures de classe. Ces religieuses accueillent aussi la Goutte de lait de la paroisse, ainsi qu'un « ouvroir ». L'affluence, environ 600 enfants de 2 à 8 ans en 1917, donne une idée du travail accompli.

LE MODÈLE LAÏQUE : LES DAMES PATRONNESSES

Dans la tradition anglo-protestante, l'assistance revient d'emblée à une élite féminine laïque. Pour la communauté anglophone de Québec, qui compte des protestants de diverses confessions et des catholiques (Irlandais surtout), les services sociaux, encore trop peu documentés, reflètent les possibilités locales. Certains services protestants regroupent plusieurs confessions religieuses, alors que la population anglo-catholique envoie ses jeu-

nes tantôt dans des institutions anglo-protestantes, tantôt franco-catholiques. Plus rares et méconnus sont les services à l'intention d'autres communautés ethnoculturelles. Le St. Brigid's Home illustre la complexité des situations. L'institution datant de 1856 reprend l'initiative d'un prêtre catholique irlandais, James Nelligan, pour héberger les orphelins de l'épidémie de typhus. Son comité directeur, composé de dames patronnes, confie à une femme laïque l'intendance quotidienne. Les dirigeantes anglophones font appel, en 1877, à l'expertise et à l'organisation des Sœurs de la charité de Québec qui acceptent d'enseigner, en anglais, aux enfants de l'institution. On y accueille, de plus, des hommes et des femmes démunis, récemment arrivés en ville et en quête de travail. Des familles utilisent aussi leurs services.

Du côté francophone, la Société charitable des Dames catholiques de Québec avait également cédé aux Sœurs de la charité l'orphelinat des femmes laïques inauguré en 1831. L'ampleur des besoins motive aussi Marie Métivier, qui avait ouvert en 1852 une petite maternité à l'intention des filles-mères, à confier l'œuvre aux Sœurs du Bon-Pasteur en 1876. Religieuses et laïques, influencées par l'idéologie des sphères de vie séparées, défendent fermement une culture féminine autonome et leur autorité sur la sphère de la maternité et des soins aux enfants. Avec une approche de l'assistance centrée sur les personnes, les élites féminines influencent les pratiques à Québec. L'exemple des Gouttes de lait révèle des liens de collaboration entre les dames patronnes et les « messieurs » de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Surtout, elles mettent à profit leurs réseaux familiaux et sociaux et réussissent, pendant 50 ans (1915-1970), à trouver du financement et à s'assurer la collaboration des médecins, le soutien des autorités ecclésiastiques et celui des trois ordres de gouvernement. Ces cliniques, adaptées des expériences européenne puis montréalaise, offrent consultations médicales pour nourrissons (0-2 ans), conseils aux mères et distribution de lait pur. Leur succès dans la lutte contre la mortalité infantile est immédiat. Les Gouttes de lait recouvrent les zones de pauvreté et rejoignent jusqu'à 40 % de tous les bébés de la ville en 1947.

Le St. Brigid's Home est une institution centrale de la communauté anglophone de Québec depuis 1856. En 2008, il abrite un centre de soins de longue durée. (Archives de la Ville de Québec, 1969, N 019745).



Au milieu des années 1960, les autorités municipales de Québec, pointées du doigt pour l'absence d'une division sanitaire pour les mères et les enfants, incorporent progressivement les cliniques des femmes laïques et reprennent à leur compte le plan de développement qu'elles n'avaient pas pu financer pour moderniser le réseau.

LE MODÈLE PROFESSIONNEL AU FÉMININ

De petites agences sociales prennent forme dès les années 1920 à Québec. Elles ne parviennent toutefois pas à influencer les services pour la majorité. La professionnalisation de l'assistance, tardive, tient aux efforts d'une poignée de femmes laïques. L'exemple de Hayda Denault, première diplômée en service social, illustre la détermination d'une femme de cœur et de conviction, qui allie la théorie à la pratique et la tradition à la modernisation. Née en 1900, célibataire, elle fut d'abord fonctionnaire puis journaliste avant de poursuivre des études en service social aux États-Unis. Pour avoir visité les quartiers populaires de la ville au début des années 1940, la travailleuse sociale connaît les difficultés d'un grand nombre de familles et la nécessité de collaborer avec les œuvres existantes. Elle réalise une vaste enquête sur les services sociaux à Québec en 1943. De ce portrait précis de la situation, elle tire des recommandations et soumet sa vision d'ensemble, encore inédite, de l'assistance. Faisant équipe avec des réformateurs sociaux, dont le père Georges-Henri Lévesque, elle défend la concertation et la complémentarité entre les œuvres.

Hayda Denault fonde et dirige la première agence de service social professionnel franco-catholique, le Service familial de Québec, en 1943. La vision professionnelle du service, qui consiste à donner aux familles confiance en leurs propres moyens, est novatrice. Il traite les questions familiales, allant des relations entre époux et avec les enfants aux problèmes économiques et de santé, et sociales, tel l'épineux problème de logement au milieu du XX^e siècle. Cette volonté d'apporter les nouvelles méthodes du service social dans l'univers des œuvres existantes se concrétise, pour Hayda Denault, dans la diffusion des connaissances nouvelles. Elle s'implique dans la fondation de l'École de service social de l'Université Laval (1945) où elle enseigne de 1951 à 1965. Elle publie de nombreux articles, avec un rare souci de transmettre l'histoire du développement des services sociaux à Québec.

Les services sociaux portent des traces indélébiles de l'implication des femmes dans la cité. Les Centres de la petite enfance (CPE) et les services de surveillance en dehors des heures de classe, les refuges pour personnes fraîchement débarquées dans la ville à la recherche d'emploi, les comptoirs pour se procurer des vêtements à bon compte, le phénomène de l'adoption, pour ne nommer que ces exemples, trouvent leur origine dans les servi-



Maternelle, MNT.
(Album-souvenir du quartier Saint-Malo, vers 1902).

ces mis en place par des femmes pendant les années 1850-1950. Quand des laïques passent le relais aux religieuses parce qu'elles ne peuvent plus assurer les services qu'elles ont instaurés, quand des religieuses, débordées par la tenue d'institutions gigantesques, prêtent assistance aux familles en offrant des services de garde, quand la première travailleuse sociale professionnelle prend appui sur les services existants pour moderniser le réseau et diffuser les connaissances nouvelles, on se dit que la responsabilité sociale des femmes a permis un développement des services adaptés, au fil des ans, aux changements dans la ville. ♀

Johanne Daigle est historienne et professeure au Département d'histoire de l'Université Laval et membre du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ).

Pour en savoir plus :

- Louisa Blair. *The Anglos. The Hidden Face of Quebec City*, vol. I, 1608-1850; vol. II, *Since 1850*. Québec, Commission de la capitale nationale du Québec et Éditions Sylvain Harvey, 2005.
- Serge Courville et Robert Garon, dir. *Atlas historique du Québec. Québec, ville et capitale*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2001.
- Johanne Daigle et Dale Gilbert. « Un modèle d'économie sociale mixte : la dynamique des services sociaux à l'enfance dans la ville de Québec, 1850-1950 », *Recherches sociographiques*, vol. XLIX, n° 1, 2008, p. 113-147.
- Hayda Denault. *Les services sociaux à Québec*. Québec, Université Laval, thèse (maîtrise), École de service social, 1945.
- Micheline Dumont et Louise Toupin. *La pensée féministe au Québec. Anthologie [1900-1985]*. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2003.
- Céline Jalbert. *Présence d'avenir au cœur du monde depuis 150 ans*. Québec, Congrégation des Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, 1999.
- Robert Saint-Pierre et Yvonne Ward, scq (avec la collaboration de Nive Voisine). *Histoire des Sœurs de la charité de Québec*, tome II : *Des maisons de charité*; tome III : *Plus de cent cinquante ans d'histoire (1849-2001)*. Beauport, Publications MNH, 2002.